

Dans 3 jours, les élections européennes Défendons nos emplois avec Younous Omarjee

La Réunion et l'Europe dans la mondialisation

Fin du quota sucrier : l'Europe a lancé le processus depuis 13 ans

En 2001, un an avant que le Brésil, l'Australie et la Thaïlande ne portent plainte devant l'OMC contre le système de quotas et de prix garantis du régime sucrier européen, l'Union européenne avait elle même ouvert la voie à la mise en concurrence des producteurs avec des pays à bas coût de production. C'était le début de l'application de "Tout sauf les armes".

En 2001, l'Union européenne décide de lancer l'initiative "Tout sauf les armes" à destination des pays classés les plus en retard de développement, les PMA. Son objectif est de permettre à ces derniers d'exporter vers l'Union européenne tous les produits, sauf les armes, sans quota ni droit de douane. Au moment où l'OMC se structure, l'Union européenne tente ainsi de développer ses relations avec des pays ayant un fort potentiel de croissance. Trois marchandises sont temporairement exclues du dispositif car jugées stratégiques par l'Europe: le riz, la banane et le sucre. C'est pour le sucre que la mise en concurrence est la plus tardive: 2009. L'accord est entré en vigueur comme prévu. Depuis 5 ans, le sucre produit en Tanzanie, au Mozambique, à Madagascar, au Soudan ou en Ethiopie peut entrer sans limitation et sans droit de douane sur le territoire de l'Union européenne. Il concurrence donc frontalement les producteurs pour qui l'Europe est le débouché habituel de la production. Cela concerne principalement les anciennes colonies des pays européens.

2009, fin du Protocole Sucre

En 2001, ces pays bénéficient de quotas avec un prix garanti. Pour les anciennes colonies britanniques, cela découle de l'application du Protocole Sucre. Pour La Réunion et les Antilles, intégrées dans l'Union européenne, c'est le règlement sucrier commun à tous les Etats membres de l'UE.



En 2001, l'Union européenne a lancé "Tout sauf les armes" qui prévoyait la mise en concurrence des producteurs avec les pays à faible coût de production.

Il y avait donc 8 ans pour se préparer à une nouvelle donne.

C'est "Tout sauf les armes" qui a en effet été l'argument invoqué pour la suppression par l'Europe du Protocole Sucre en 2009. Depuis lors, les anciens membres du Protocole Sucre n'ont plus de quota ni de prix garantis. C'est le cas notamment de Maurice.

Deux ans après Tout sauf les armes, l'Union européenne décide de réformer son règlement sucrier. Le motif est la pression de l'OMC suite à la plainte déposée un an plus tôt par le Brésil, l'Australie et la Thaïlande. Ces trois grands exportateurs de sucre estiment que les quotas, les prix garantis et les subventions à l'exportation faussent la concurrence. Le règlement devant s'appliquer pour la période 2006-2013 prévoit une baisse du prix garanti du sucre de 36%. C'est un second pas vers l'ouverture totale du marché européen à la concurrence mondiale.

Pour la période 2014-2020, le nouveau règlement sucrier prévoit la suppression des quotas pour 2017. A cette date, le marché européen du sucre sera donc

totallement ouvert à la concurrence mondiale. C'est la concrétisation d'un mouvement amorcé par les Européens eux-mêmes depuis 2001, et accentué par l'impact de la mondialisation des échanges.

Intérêts divergents

Il est important de noter que tous les gouvernements qui se sont succédé à Paris ont toujours soutenu cette orien-

tation. Ce n'est pas étonnant car l'agriculture n'est pas le secteur le plus stratégique pour les Européens. En concédant l'ouverture de leur marché pour les produits agricoles, ils pensent exporter plus facilement dans le monde leurs centrales nucléaires, leurs Airbus, leurs TGV ou leurs armes. Ce sont des sommes considérables qui sont en jeu, des dizaines de milliers d'emplois rien que pour la France et des intérêts divergents de ceux de La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

A 3 jours du vote au Parlement Européen : les inondations en Bosnie recentrent le débat

Nous votons ce dimanche et le risque d'une abstention record se fait jour. Ce désintérêt est influencé par le refus du premier monde d'ouvrir avec les Réunionnais des débats essentiels pour eux. Alors tout se passe comme s'il s'agit d'une élection ordinaire où le mensonge et les promesses s'étalent le long des professions de foi. Or, il s'agit de désigner le Réunionnais qui porte la solidarité agissante auprès des autres peuples de l'Outre Mer disséminés sur l'ensemble de cette circonscription planétaire. Mais pas seulement.

Dans le dépliant distribué par Younous Omarjee, il apparaît aux côtés des Présidents du GIEC, Dr Pachaury, et de l'ONERC, Paul Vergès, montrant ainsi tout l'intérêt qu'il porte à ce sujet sensible du réchauffement climatique et ses conséquences qui touchent tous les peuples du monde. Qui est Dr Pachaury?

Rajendra Kumar Pachaury est un Indien et un spécialiste de l'Environnement. Il a reçu la plus haute distinction civile indienne pour les résultats de ses travaux, le Padma Bushan, ainsi que la Légion d'Honneur en France. En tant que président du GIEC, il a reçu le prix Nobel de la Paix qui a été attribué également à Al Gore. Quant à Paul Vergès, il n'est plus à présenter, sauf à préciser qu'il est à l'initiative d'une loi votée à l'unanimité au Sénat sur la question du réchauffement climatique et il a doté la France d'un outil de recherche inégalé, l'ONERC, qu'il préside depuis une décennie. Chaque année un rapport est remis au premier ministre pour faire avancer la connaissance et faciliter la prise de décisions politiques. Et ce, quelque soit les changements de gouvernement intervenus.

Les inondations intervenues ces jours-ci en Bosnie et en Serbie sont venues illustrer la fragilité de nos sociétés face à ces phénomènes extrêmes. Celles-ci interviennent après les catastrophes en Allemagne, en France et en Angleterre. La toute puissance militaire et financière de l'Europe et de l'Occident ne pèse pas lourd. A l'heure des comptes, seule la solidarité mesure notre degré d'humanité. Ceux qui ont tout perdu dans ces catastrophes peuvent en témoigner. Hélas, notre tour viendra...

Voilà pourquoi ces élections doivent s'élever au-dessus des petites contingences politiciennes locales, dérisoires, pour permettre à Younous Omarjee d'affirmer aux autres peuples qu'ils peuvent compter sur nous. Comme nous comptons sur eux, à l'heure de notre tour. A 3 jours du vote, nous ne remercierons jamais assez les victimes de ces inondations de nous rappeler à nos responsabilités individuelles et collectives. C'est à ce niveau qu'il faut placer le débat.

J.B.

Gaspillage de l'argent public

La Région Réunion à nouveau épinglée

Deux articles de presse bien embarrassants pour Didier Robert sont publiés dans la presse en France.

En France, c'est l'austérité. Le gouvernement applique un plan d'économies de 50 milliards. Le gaspillage est donc mal vu. La Région Réunion est dans la ligne de mire. Sa gestion fait désordre.

Ainsi, selon «le Point» cité hier par Orange, en France, chaque citoyen dépense en moyenne 45 euros par an pour payer le personnel de sa Région. À La Réunion, les salaires de la Région coûtent 95 euros par an à chaque Réunionnais. Et selon «le Point», l'écart ne cesse de grandir, indique notre confrère s'appuyant sur un rapport de la Cour des Comptes.

Hier en France, une annonce a fait scandale. Ce sont les 50 millions dépensés pour raboter les quais de gares pour les adapter à de nouveaux trains. Cette dépense n'avait pas été prévue au moment de la commande. Du coup, le «Huffington Post» s'est lancé dans un classement des plus grandes opérations de gaspillage de l'argent public. Le projet de Nouvelle route du littoral



C'est un ouvrage pharaonique, commandité par la région Réunion. Une nouvelle route du littoral, de deux fois trois voies, en pleine mer, sur pilotis, supportant des cyclones de 150 km/h et des vagues de 10 mètres. Cette autoroute de 12 kilomètres,

Dans le «Huffington Post»...

arrive en tête du hit-parade, bien loin devant la campagne de vaccination pour la grippe A ou le dossier médical personnel.

Selon notre confrère, «C'est un ouvrage pharaonique, commandité par la région Réunion». «Cette autoroute de 12 kilomètres, reliant Saint-Denis au Port, devrait coûter (...) 133 millions d'euros le kilomètre ou encore 133.000 euros le mètre». Vient ensuite une série de chiffres qui posent question car ils ne sont jamais cités par la Région: «en tenant compte de l'augmentation des prix du BTP, l'architecte du projet estime à quelque 600 millions

d'euros le dépassement. Sans compter les dépenses imprévues qui feront gonfler la facture (...) Et il n'y a toujours pas de solution de raccordement pour relier cette rocade à la ville de Saint-Denis. Un tunnel coûterait 450 millions d'euros de plus... Pour des raisons de sécurité, il faudra également construire un raccordement entre la nouvelle route et l'ancienne, ce qui engendrera un nouveau surcoût de 600 millions d'euros». Pour l'article paru dans le journal dirigé par Anne Sinclair, il est évident que «tous ces surcoûts seront financés par la région Réunion». Conclusion: «autant dire que ce projet de nouvelle route du littoral s'annonce déjà comme un gouffre financier pour l'Etat et pour La Réunion». Les chiffres cités par notre confrère ne vont pas manquer d'interpeller l'opinion. Elle le sera encore davantage lorsqu'elle saura que la Région et l'État ont à ce jour refusé toute expertise sur la faisabilité financière d'un tel chantier.

L'OCDE met le doigt sur un effet de l'automobile

«La hausse de la mortalité liée à la pollution de l'air urbain fait payer un lourd tribut à la société»

Le projet de nouvelle route du littoral aura pour conséquence de favoriser l'augmentation du nombre de voitures à La Réunion. Dans le même temps, l'OCDE indique que le nombre de décès prématurés liés à la pollution de l'air est exorbitant. L'OCDE préconise de réduire le nombre d'automobiles et de camions. Autrement dit, le projet de nouvelle route du littoral est également une menace pour la santé publique. Les précisions de l'OCDE:

Du fait des décès prématurés et problèmes de santé qu'elle occasionne, la pollution de l'air urbain coûterait, selon les estimations, 3 500 milliards de dollars par an aux économies avancées, ainsi qu'à la Chine et à l'Inde. Si les pouvoirs publics ne font rien de plus pour limiter les émissions de CO₂ des véhicules, ce coût ne cessera de croître, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

Dans les pays de l'OCDE, les transports routiers sont responsables d'environ la moitié des coûts liés à la pollution, les véhicules diesel produisant les émissions les plus nocives. En Chine et en Inde, les gaz d'échappement de véhicules constituent un danger grandissant dans les villes en expansion rapide, où la hausse constante du nombre de voitures et de camions en circulation affaiblit les efforts déployés pour enrayer les émissions des véhicules.

«Le prix que nous payons pour utiliser nos véhicules n'est pas à la mesure des conséquences de cette pratique sur l'environnement et la santé humaine. La lutte contre la pollution atmosphérique requiert

une action collective», a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Ángel Gurría, à Leipzig lorsqu'il a présenté ce rapport à l'occasion du Sommet 2014 du Forum international des transports.

Plus de 3,5 millions de morts par an

Le rapport The Cost of Air Pollution: Health Impacts of Road Transport chiffre le coût à environ 1.700 milliards de dollars pour la société dans les 34 pays membres de l'OCDE, compte tenu de la valeur que les gens attribuent au fait de ne pas mourir précocement d'un cancer, d'une maladie cardiaque ou de problèmes respiratoires. Ce coût approche 1.400 milliards de dollars en Chine et 500 milliards de dollars en Inde.

Plus de 3,5 millions de personnes meurent chaque année de la pollution de l'air urbain. Entre 2005 et 2010, le taux de mortalité a augmenté de 4 % dans le monde, de 5 % en Chine et de 12 % en Inde.

Le rapport souligne que les pouvoirs publics n'ont aucun argument à faire valoir pour justifier le traitement fiscal préférentiel accordé au diesel. Le rapport préconise également des mesures pour réduire la pollution imputable au transport routier, comme par exemple: durcir les normes d'émission de CO₂, étendre les programmes de partage des vélos et des voitures électriques en ville et multiplier les dispositifs de péage routier afin de lutter contre la congestion.

«Aucun argument à faire valoir»

«Du point de vue de l'environnement, rien ne justifie de taxer le diesel moins que l'essence. La pollution atmosphérique détruit notre santé et la planète. L'élimination progressive des incitations fiscales dont le diesel fait l'objet contribuerait à réduire les effets de la pollution sur l'une et l'autre, et permettrait de lutter contre le changement climatique», a déclaré Ángel Gurría.

Signature de 49 accords de coopération

Rapprochement entre la Chine et la Russie

En visite à Shanghai pour le Forum de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), Vladimir Poutine a signé 49 accords de coopération avec la Chine. Qualifié de nombre records par les médias chinois, les «49» nouveaux accords bilatéraux concernant la politique, le commerce, l'énergie, les infrastructures et les technologies de pointe et militaire.



La Chine devient désormais un débouché plus important pour les matières premières russes. Autrement dit, la fourniture de gaz à l'Europe n'est plus aussi stratégique pour la Russie.

Une déclaration commune a été rédigée par les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine statuant sur l'avenir des relations bilatérales qui vont s'élargir à travers «les règlements en monnaie locale pour le commerce bilatéral, les investissements transfrontaliers et les financements». Ces derniers vont également renforcer leurs échanges afin d'élaborer des politiques macro-économiques».

Une vision commune

Dans un contexte géopolitique tendu, le rapprochement de la Chine et la Russie est un pied de nez aux Occidentaux. D'après Ma Bin, du centre d'études sur la Russie et l'Asie centrale de l'université de Fudan, à Shanghai, interrogé par Le Monde: «Il y a trois facteurs qui contribuent au rapprochement sino-russe: le pivot américain vers l'Asie, l'isolement de la Russie par l'Occident et l'approche conservatrice commune de la politique internationale par les nouvelles équipes dirigeantes chinoises et russes». La Russie est confrontée aux conflits ukrainiens et à des sanctions occiden-

tales. La Chine a détérioré ses relations avec le Japon, les Philippines et le Vietnam. Dans les deux cas, les deux puissances ont besoin l'une de l'autre pour influencer dans la région, mais aussi sur la scène internationale.

Cette intensification des échanges entre les deux pays se traduit par une volonté commune, «de résister aux interférences dans les affaires internes des autres Etats et de s'opposer au langage des sanctions unilatérales», a indiqué la déclaration commune.

Important accord sur le gaz russe

Les deux pays se sont accordés sur la fourniture de gaz, via un contrat offrant, à la Chine, premier consommateur mondial d'énergie une nouvelle source d'approvisionnement. Pour sa part, Moscou a désormais un nouveau débouché, au moment où les tensions montent avec les Occidentaux.

Après dix années de négociations, l'accord prévoit l'exportation vers la Chine de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe par an, pendant 30 ans, pour un montant total de plus de 400 milliards de dollars.

Le gaz sera acheminé par un nouveau gazoduc reliant les champs sibériens aux principaux centres de consommation en Chine, le long de ses côtes. Les entreprises publiques Gazprom et China National Petroleum Corp (CNPC) ont signé devant leurs présidents respectifs.

Céline Tabou

Un moment important pour l'Asie

Ouverture du Sommet de la CICA

Le 4ème sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) a ouvert ses portes à Shanghai, mardi 20 mai, en présence des représentants des 24 pays membres et des 13 autres pays observateurs.

Créée en 1992 par le président kazakh Noursoultan Nazarbayev, la CICA se définit comme un forum de dialogue, de consultations et de promotion des «mesures dédiées à la confiance», a expliqué le site de Radio Chine International. 20 pays d'Asie de l'Est, d'Asie centrale, d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient sont membres de cette CICA. L'ensemble de ces pays représente 67% de la population mondiale, et un tiers de l'économie mondiale. Région dynamique, l'Asie abrite plusieurs pays émergents, tels que la Chine, la Russie et l'Inde, une aubaine économique et financière pour les pays de la région.

l'OSCE en Europe. Face à l'absence de leadership régional dans les années 1990 et 2000, le dialogue et la communication restée d'Etat à Etat. Cependant cette année, tous se tournent vers la Chine et la Russie.

Les deux Etats ont fait intégrer des pays tels que le Qatar et Bangladesh, en pleine ascension économique. Pour le responsable bangladais, la signature d'adhésion est un moyen selon lui d'apporter nos propres contributions au processus de promotion de la coopération en Asie et au-delà pour la paix, la stabilité et le développement».

Étape historique pour Pékin

La CICA est un moyen de réconciliation politique entre les deux blocs communistes, après la rupture sino-soviétique des années 1960. Désormais, les deux pays souhaitent se rapprocher sur le plan diplomatique, bien que concurrents

en Asie centrale.

Pour la Chine, la CICA pourra être «une étape historique dans la coopération en matière de sécurité dans la région», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang. Le but serait alors de «dire au monde que la sécurité en Asie doit être assurée par les pays asiatiques et que ces pays sont suffisamment capables et avisés pour sauvegarder et promouvoir la sécurité en Asie à travers la coopération». Une remarque particulière, car le Japon (non membre) et la Corée du Sud dépendent en grande partie de l'armement américain.

Qin Gang a ainsi expliqué à quelques heures de l'ouverture du sommet, que «la situation de la sécurité en Asie est de plus en plus compliquée bien que la recherche de la paix, du développement et de la coopération soit la tendance dominante dans la région».

La Chine assurera la présidence de la CICA de 2014 à 2016, son objectif sera de rendre «le sommet efficace et productif». Ce sommet pourrait être un outil

pour la Chine d'accentuer sa présence en Asie et de renforcer la coopération régionale.

Xi Jinping ouvre le sommet sur la sécurité

Dans son discours, Xi Jinping a mis en avant la vision de son pays en matière de sécurité, notamment après avoir subi plusieurs attaques terroristes de la part des Ouïghours, proches du Parti Islamique du Turkestan: «L'Asie est arrivée à un stade crucial dans la coopération en matière de sécurité, étape dans laquelle les pays de la région doivent s'appuyer sur les accomplissements du passé et s'efforcer de faire de nouveaux progrès».

Xi Jinping souhaite mettre en place «notre concept de sécurité», en établissant «un nouveau dispositif de coopération pour la sécurité régionale, et bâtir ensemble un chemin commun et gagnant-gagnant». Le président chinois a mis l'accent sur la promotion de la sécurité dans les pays respectifs et dans la région, à travers «un dialogue et une communication sincères et approfondis pour renforcer la confiance stratégique mutuelle, réduire les appréhensions mutuelles, rechercher des bases communes en venant à bout des différends et en vivant en harmonie les uns avec les autres».

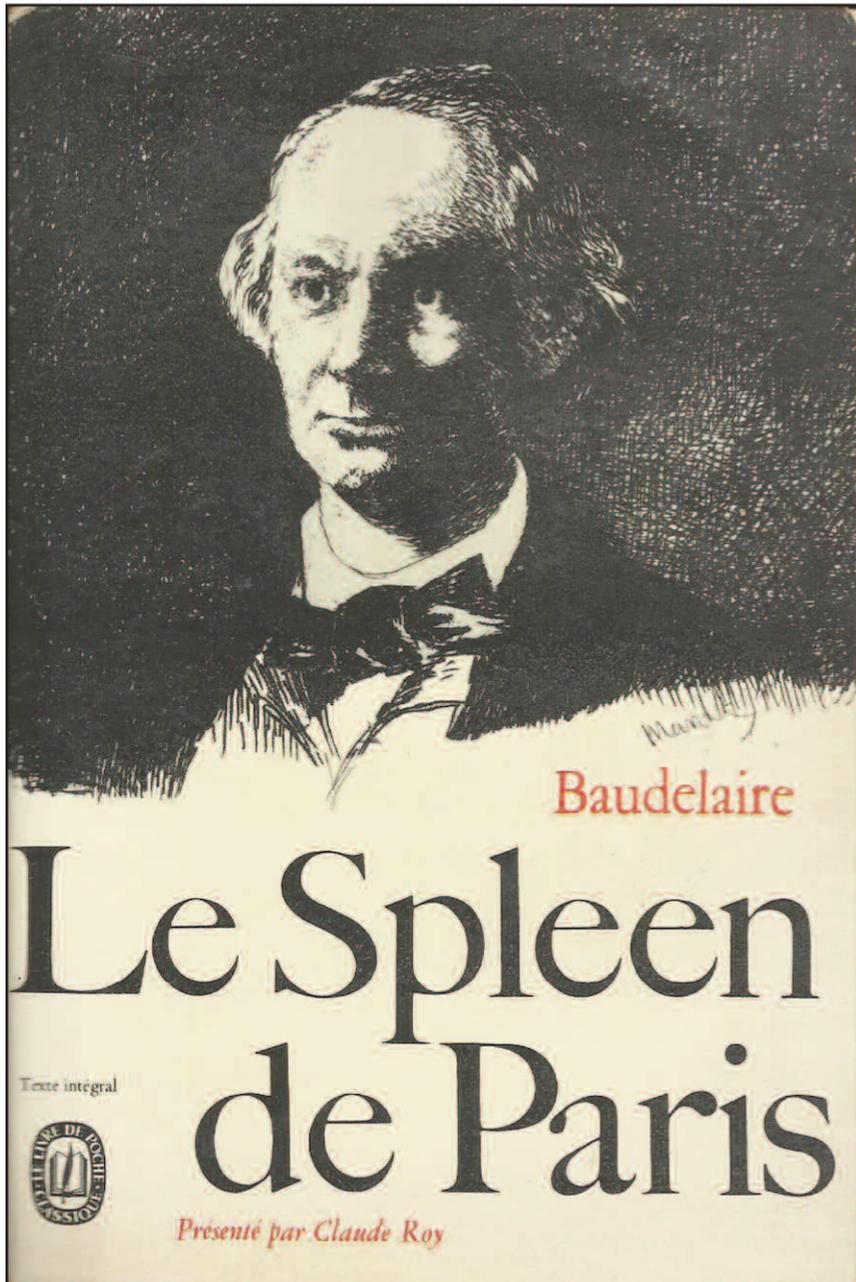
Céline Tabou

Renforcement de la CICA autour de la Chine et la Russie

Resté en sommeil durant plusieurs années, la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie vise à stabiliser l'Asie sur le modèle de

C'en est trope!

«Le Mauvais Vitrier», «Le Joujou du Pauvre», un exemple de dérive esthétisante de la pensée chez Baudelaire (3)



Le Spleen de Paris de Baudelaire, aux éditions du Livre de Poche.

La méthode expérimentale utilisée par Baudelaire, habituellement destinée à fixer les bornes de la vérité, allant du général au particulier, de la loi à l'expérience, est détournée et ne dit plus, grâce à un des charmes dont le Poète a le secret et qu'il appelait la «sorcellerie évocatoire», que son contraire. C'est donc bien à une critique poétique à laquelle nous sommes confrontés: une critique de la logique la plus nette et, dans cette voie, contre la trop connue et contemporaine théorie d'Auguste Comte, ce positivisme qui nous promettait de résoudre au nom de la science tous les problèmes de l'homme... C'est pourquoi la contradiction baudelairienne entre dans un système cohérent.

Baudelaire a su grimer sa «sorcellerie évocatoire» en une science positive en ce sens qu'elle s'appuie ironiquement sur des faits d'expérience, mais la démonstration ne montre rien - ou seulement l'ineffi-

cacité de la démarche.

Si dans son étude sur Pétrus Borel, Baudelaire se propose de «violier les habitudes morales de son lecteur», il se charge de violer non moins les habitudes de pensée. C'est dans une même atmosphère dangereuse, observons-nous, que flottent les nouvelles d'Edgar Poe sachant quel rôle jouait la logique dans l'oeuvre du poète de Boston et quelles jouissances Baudelaire en tirait. Dans Fusées, le lecteur attentif relève: «De Maître et Edgar Poe m'ont appris à raisonner». Par là, le poète entendait révéler les anomalies (et les pièges) de la pensée.

À cet antipositivisme affiché, vient en manière de contrefort, un autre poème, Le Mauvais vitrier, qui tente de décrire, cette fois, une anomalie de comportement: en fin de compte quelque chose qui échappe à la raison et aux élucubrations de la logique.

La démarche du poème aboutit à

mettre en exergue l'inconnu, le gouffre qu'il y a en chaque homme - et par là les propres limites du domaine de la logique. Il est tout à fait remarquable de constater le voisinage des champs lexicaux qui convergent vers le point central de la spéculation et le méconnaissable («inconnu, mystérieux...») qui font confiner le poème à la métaphysique, et opérer ironiquement un retour de l'état positif à l'état conjectural, pour reprendre la terminologie de Comte; «soif insatiable de tout ce qui est au-delà!» (4). La poésie baudelairienne est toute entière tournée vers la fuite de ce monde (out of this world) dont la représentation principale, officielle et glacée en serait la logique. Il y a tout lieu pour Baudelaire de faire effort pour rompre ce carcan quotidien afin qu'affleure la surnaturalité bienfaitrice. Le Mauvais vitrier représente cette recherche constante de la crise libératrice qui va délivrer l'art et le poète de la consternante réalité et de son spleen - et cette crise devient l'éloge de l'art sophistique, c'est-à-dire de l'antilogique par excellence.

Voici la façon dont l'auteur révèle l'existence de cet inconnu contenu à l'état larvaire dans l'être humain: Un matin que le poète se lève, «fatigué d'oisiveté, et poussé, [lui] semblait-il, à faire quelque chose de grand, une action d'éclat», le cri «discordant» d'un vitrier parvient jusqu'à lui. «Il [lui] serait d'ailleurs impossible de dire pourquoi [il] fut pris à l'égard de ce pauvre homme d'une haine aussi soudaine que despotique». Il lui crie de monter, se réjouit de le savoir dans l'escalier étroit avec toute sa fragile marchandise sur le dos et d'avoir à escalader six étages. Quand le vitrier paraît, éreinté, le poète se récrie: - Comment? Vous n'avez pas de verres de couleur? des verres roses, rouge, bleu, des vitres magiques, des vitres de paradis? Impudent que vous êtes! vous osez vous promener dans les quartiers pauvres, et vous n'avez pas même de vitres qui fassent voir la vie en beau!» (5) Il le repousse avec excitation dans les escaliers, et claque la porte; puis il se dirige vers le balcon, prend un petit pot de fleurs, et sitôt que le vitrier est en vue «laisse tomber perpendiculairement [son] engin de guerre sur le rebord postérieur [des] crochets». Tout se brise en rendant admirablement «le bruit éclatant d'un palais de cristal crevé par la foudre». «Et, ivre de [sa] folie, ajoute le Poète, [il] lui cria furieusement: 'La vie en beau! la vie en beau!' »

(À suivre...)

Jean-Charles Angrand

Otè!

Moin la anvî ékri in liv...

Mi di a zot tout; mi viin avoir in liv Samuel Beckett; dépi lo tan mi antann parlé Samuel Beckett; anfin na ankor in bonpé zékrivin mi koné zot réputasyon; moin la pokor lir rien dzot; ou koné lo Monn lé gran; a nou, nou lé pti; san konté tout listwar limanité, tout bann péi dan lo Monn, tout kiltir, tout sivilizasyon! Par egzanp, Jacques Chirac spésialist la Chine; anfin spésialist ou gran amatèr; li la bokou sersé si péi la.

Rogard riink si lansiin tan grék, ézipt, dir kavan zot, navé ankor «Etrusk!».

Nin pé i di a moin: «pokoué ti sar ékri si nora persone po lir!»

Oui kroï in ékriin i ékri po do moun i lir sak li ékri? Si na do moun po lir tan mié, mé si na poin lé pa grav, zot i kroï pa?

In kou mi di in kamarad mi koné in zistwar mon gran frèr la rakont a moin an kréol; é navé inn ti bout sanson: «pasé pasé pasé ti frèr, sé toi minm ke laa keiyi po la flèr du bobinèt».

Moin té marmay, moin té konpran pa sak sa té i vé dir.

Mon kamarad (lu lé ékriin)i di a moin: «ékri sa, minm inn ti gine morso; sinon, va perd!» Sé sak moin la pèr...

Si mi vé dir in nafèr, zordi, a moin Justin, an 2014, mon réflékasyon la Rényon dan loséan indiin, dan lo monn; sra ékri, sra fiksé po touzour, po lé zénarasyon fitir!

Si Victor Hugo lavé pa ékri ant 1830 é 1880 (sa mor); nou noré zamé konèt in bon pé zafèr si listwar, poézi, moral lépok minm son angazman politik?

Tansyon, mi vé pa konpar a moin ék Victor Hugo; sé zist in égzanp.

Kan mi lir Samuel Beckett-mi arviin su lu-mi di sé konm sa ke mi vé ékri! Va gagné ou va pa gagné? Moin la anvî ékri in liv!

Justin